

DREAL-UD69-RP  
DDPP-SPE-AC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-188**

**actualisant la liste des activités classées  
et complétant les prescriptions applicables  
à l'installation exploitée par l'IFPEN à Solaize**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2009 portant refonte des prescriptions régissant l'exploitation de l'établissement IFPEN de SOLAIZE, modifié pour la dernière fois par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2025 ;

VU le dossier de modification porté à la connaissance de la préfète du Rhône, daté du 3 juin 2025, transmis par courriel du 12 juin 2025, relatif à un projet d'essai mettant en œuvre de la poudre d'aluminium isopropoxyde ;

VU le rapport du 20 août 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 27 août 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations de l'IFPEN transmis par courriel du 24 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par IFPEN concernent le stockage et l'utilisation de poudre d'aluminium isopropoxyde qui est un solide inflammable classé sous la rubrique ICPE n°1450 ;

CONSIDÉRANT que l'IFPEN souhaite mener des projets de recherche dans le hall A du bâtiment MICA mettant en œuvre de la poudre d'aluminium isopropoxyde ;

CONSIDÉRANT que l'IFPEN sollicite un aménagement de la prescription du point 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 qui stipule que les murs extérieurs des locaux à risques doivent être qualifiés REI120, alors que les murs Sud et Ouest du hall A du bâtiment MICA sont qualifiés REI60 ;

CONSIDÉRANT que l'IFPEN a étudié le risque d'incendie dans le hall A du bâtiment MICA où sera mise en œuvre la poudre d'aluminium isopropoxyde et que la modélisation des flux thermiques montre qu'aucun flux supérieur à 3kW/m<sup>2</sup> (seuil des effets irréversibles pour l'homme) ne sort de ce hall et donc qu'aucun effet domino (seuil des 8kW/m<sup>2</sup>) n'est attendu sur les autres installations du site ;

CONSIDÉRANT que l'établissement dispose en permanence d'une équipe d'intervention comprenant des personnes ayant reçu une formation à l'intervention en capacité d'intervenir sur le bâtiment MICA avec les moyens d'extinction adaptés ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de mettre à jour le tableau des activités de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que les aménagements projetés ne modifient pas les effets et les risques sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications présentées par l'IFPEN avec la demande d'aménagement à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 sont compatibles avec les intérêts mentionnés aux articles aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1**

Il est accusé réception des demandes de modifications, transmis par courrier daté du 3 juin 2025, formulées par l'IFPEN, pour son établissement de SOLAIZE.

### **ARTICLE 2**

L'IFPEN est autorisé à mettre en œuvre les modifications mentionnées à l'article 1, avec la possibilité d'un aménagement des dispositions de l'article 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 comme mentionné à l'article 4 du présent arrêté.

### **ARTICLE 3**

Le tableau des activités figurant à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 janvier 2009 susvisé est remplacé par le tableau de l'annexe 1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 4**

La prescription du point 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 qui stipule que : « *Les locaux abritant les zones à risques (...) présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (...)* » ; est ainsi aménagé pour les murs Sud et Ouest du hall A du bâtiment MICA : « murs extérieurs et murs séparatifs REI 60 ».

## **ARTICLE 5 : PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Solaize et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Solaize pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Solaize fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (IFPEN – CRES - Rond-point de l'échangeur de Solaize BP 3 69 360 SOLAIZE), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

## **ARTICLE 7 : EXÉCUTION**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations

classées, et le maire de Solaize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'IFPEN.